



La Société du Sacré-Cœur à l'ONU En quête de justice avec le cœur d'un éducateur

Des approches holistiques et transversales de la paix au cœur de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) à l'ère post-COVID

5 juillet 2021

9 h à 10 h 30 EDT (New York)

Lien d'inscription : <https://bit.ly/2S7Tr3C>

Interprétation en anglais, français et espagnol

En 2015, les nations du monde se sont réunies et ont promis de s'engager en faveur de 17 Objectifs de développement durable afin de parvenir à un avenir plus équitable et durable pour tous. Il est largement admis que les Objectifs de développement durable sont indivisibles et que leurs buts et cibles sont inextricablement liés les uns aux autres.

La crise mondiale causée par le COVID-19 constitue une menace importante pour la réalisation de l'objectif primordial des ODD, à savoir "ne laisser personne de côté". L'impact disproportionné de la pandémie sur les populations pauvres vivant dans les pays à revenu faible ou intermédiaire met en évidence les interdépendances entre les ODD et la nécessité de se concentrer sur l'ensemble du spectre du développement.

- Le Programme des Nations unies pour le développement estime qu'en 2020, la pandémie a fait basculer 95 millions de personnes dans l'extrême pauvreté,
- COVID-19 a entraîné une augmentation grave et généralisée de l'insécurité alimentaire mondiale, touchant les ménages vulnérables dans presque tous les pays. En 2020, 80 000 millions de personnes supplémentaires souffriront de la faim.
- La Chambre de commerce internationale a estimé que COVID-19 a supprimé l'équivalent de 255 millions d'emplois en 2020
- L'accès aux vaccins, essentiel pour empêcher la propagation de la pandémie et rouvrir les économies, a entraîné une concurrence entre les pays pour l'approvisionnement. À ce jour, les pays à revenu élevé, qui représentent 19 % de la population adulte mondiale, ont obtenu 54 % des doses de vaccin dans le monde.

Ce panel explorera les interconnexions vitales entre les ODD afin d'atteindre l'ODD 16 (Paix, justice et institutions fortes). Une attention particulière sera accordée aux ODD 1 (Pas de pauvreté), ODD 2 (Faim zéro), ODD 3 (Santé et bien-être), ODD 8 (Travail décent et croissance économique), et ODD 10 (Réduction des inégalités) pour la réalisation de la paix dans une ère post COVID-19.

Un panel interactif fera entendre les voix et les expériences du terrain pour mettre en lumière les défis auxquels ils sont maintenant confrontés pour construire la paix à travers des sociétés plus équitables et résilientes dans une ère post-COVID. Nous entendrons des personnes travaillant et vivant dans quatre des pays VNR de cette année (Colombie, Japon, Mexique et Espagne). Ils parleront de certains des défis croisés auxquels ils sont confrontés dans ces pays pour réaliser le développement durable pour tous. En outre, les panélistes indiqueront les meilleures pratiques et les espoirs pour l'avenir.

Raison d'être

- La pandémie mondiale a révélé plus que jamais l'ampleur des inégalités qui existaient déjà dans le monde. Pour être fidèle à la promesse mondiale de ne laisser personne de côté, les ODD doivent être mis en œuvre en utilisant une approche fondée sur les droits.
- Les réponses politiques à la pandémie mondiale sont essentielles. Il n'y a rien d'intrinsèquement conflictuel dans la pandémie elle-même. Ses effets sur la paix et les conflits dépendent plutôt de la volonté et de la capacité des différentes forces politiques à répondre aux opportunités et aux défis que représentent les efforts de gestion de la crise sanitaire. (L'Observatoire mondial, <https://theglobalobservatory.org/2020/10/effects-of-covid-19-pandemic-on-peace-conflict/>).
- La pandémie mondiale nous demande de travailler ensemble de manière innovante pour la paix. Cela signifie que les systèmes politiques doivent être réalignés en plaçant les droits de l'homme au centre afin d'atteindre les objectifs universels de la "fondation de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde." La pandémie de COVID-19 est une urgence de santé publique - mais elle est bien plus. C'est une crise économique. Une crise sociale. Et une crise humaine qui devient rapidement une crise des droits de l'homme. En février, j'ai lancé un appel à l'action pour placer la dignité humaine et la promesse de la Déclaration universelle des droits de l'homme au cœur de notre travail. (Antonio Guterres, "We are all in this Together : Les droits de l'homme et la réponse et le relèvement de COVID-19", 23 avril 2020)

Objectif/résultats souhaités

- Donner la priorité à l'intégration des ODD dans les approches intersectionnelles fondées sur les droits de l'homme.
- Mettre en évidence la nature des meilleures pratiques et les problèmes qui empêchent les solutions potentielles.
- Proposer des modèles intégrés qui sont enracinés dans des approches holistiques et intersectionnelles de la paix.

Co-sponsors

- Mission d'observation permanente de l'Ordre souverain de Malte auprès des Nations unies, Ambassadeur Paul Beresford-Hill
- Associated Country Women of the World (ACWW)
- Coalition des religieuses et religieux pour la justice (JCoR)

PANELISTES



Alexandra Amelang est une ancienne élève du réseau États-Unis-Canada des écoles du Sacré-Cœur. Elle vient de terminer sa première année d'un programme de diplôme en diplomatie et relations internationales. Alexandra est chercheuse bénévole à temps partiel pour la Société du Sacré-Cœur à l'ONU.

Alexandra présentera une synthèse de la réalité du COVID-19 et de sa récupération en Colombie, au Japon, au Mexique et en Espagne, d'un point de vue national et international.



Gloria Diaz Brochet, RSCJ, est originaire de Colombie, où elle travaille avec des communautés marginalisées. Gloria est une avocate spécialisée en droit public et a été professeur de droit constitutionnel, de droit administratif et de contrats d'État à l'Universidad Externado de Colombia et à l'Universidad Antonio Nariño. Elle a conseillé ou participé à des équipes de consultants d'entités telles que le ministère de l'Environnement, la Surintendance des services publics - SSPD, la Commission de l'eau et de l'assainissement de base - CRA, le Contrôleur général de la République et la Banque interaméricaine de développement - BID.

Gloria Díaz Brochet, RSCJ, parlera de la façon dont le SDG 16 - Paix, justice et institutions fortes, est affecté par les homicides causés dans les contextes suivants : a) la protestation sociale ; b) la défense des droits de l'homme, du territoire et de la représentation communautaire, et c) la mise en œuvre de l'accord de paix avec les FARC. De même, les appels correspondants seront lancés, notamment à l'État colombien, afin qu'il mette en œuvre les mesures nécessaires pour garantir le droit à la vie de toute personne. À cette fin, la vidéo diffusée par le président de la Commission de la vérité, le père Francisco de Roux, dans le cadre de la protestation sociale initiée le 28 avril de cette année, sera présentée. Enfin, une brève déclaration sera faite sur ce que l'on attend de la VNR, qui sera présentée par l'État colombien, en relation avec l'ODD 16 et sa mise en œuvre dans l'ère post-covide.



Chiaki Hatanka, RSCJ, est originaire du Japon. Elle a une longue expérience en tant que professeur de religion dans les écoles du Sacré-Cœur au Japon. Après avoir pris sa retraite de l'enseignement, elle a servi dans un quartier plutôt pauvre de Tokyo où de nombreuses personnes ont connu l'itinérance. Le 11 mars 2011, le grand tremblement de terre du Japon oriental, le tsunami et l'accident de la centrale nucléaire se sont produits. En réponse à cette grande tragédie, Chiaki a rejoint les activités de bénévolat pour les victimes. Elle vit actuellement dans la région de Minami-soma, qui se trouve à 25 km de la centrale nucléaire de Fukushima Dai-ichi. La Société du Sacré-Cœur au Japon s'est engagée à résoudre les problèmes liés à la centrale nucléaire. Chiaki est bénévole à Caritas Minami-soma, où elle travaille avec d'autres bénévoles du Japon et de l'étranger. Le Covid-19 a beaucoup affecté leur travail humanitaire. Cependant, ils continuent à aider les familles pauvres, les travailleurs étrangers et les personnes âgées qui vivent seules à proximité.

Dans sa présentation, Chiaki Hatanka, RSCJ, mettra en évidence l'intersection des ODD 3, 12 et 16 dans la mesure où ils sont liés aux problèmes actuels qui affectent les victimes de l'explosion de la centrale nucléaire de Fukushima Dai-ichi. Le 11 mars 2011, le grand tremblement de terre, le tsunami et l'accident de la centrale nucléaire du Japon oriental se sont produits. Les barres de combustible nucléaire usagées contiennent des radiations et le gouvernement n'a pas décidé de l'endroit définitif où les conserver. Outre l'inquiétude mondiale liée au fait que l'énergie nucléaire puisse servir à la production d'armes, Chiaki soulignera comment la catastrophe nucléaire de 2011 continue d'affecter la santé physique et le bien-être des familles dix ans plus tard. De nombreuses familles ont été évacuées ou séparées afin de survivre. Les aînés qui sont restés dans les environs sont devenus solitaires et malades parce qu'ils ont perdu leur maison, leur communauté, leurs moyens de subsistance, leur famille, leurs terres agricoles, leur bétail, etc. Enfin, Chiaki fera remarquer que pour faire face aux effets de la catastrophe nucléaire d'une manière holistique et intégrée, il faut prêter attention à la consommation et à la production responsables.





Jorge Atilano González Candia, SJ, est né à Huatusco, Veracruz, Mexique. Il est jésuite depuis 1992. Son parcours universitaire comprend des diplômes en philosophie et en sciences sociales à l'ITESO (1994-1999), en théologie à l'UIA de Mexico (2001-2005) et un master en éthique sociale à l'université Alberto Hurtado de Santiago du Chili (2013-2014). Jorge a travaillé sur plusieurs projets, notamment : un projet éducatif à Cuquío, Jalisco, de ACCEDE A.C. (1996-1999) ; et un projet de logement pour les victimes de l'ouragan Mitch à El Progreso, Yoro, Honduras (1999-2001). Il a été directeur de l'équipe jésuite chargée des vocations de la province mexicaine (2005-2012) ; directeur et fondateur de CIAS POR LA PAZ A.C. (2014-2020). En outre, Jorge a publié une recherche ethnographique sur les gangs au Honduras dans le livre *In Search of the Lost Brotherhood* (2001). Son mémoire de maîtrise était intitulé "Stratégies pour les politiques de sécurité publique, une analyse de l'approche communautaire". Il est également co-auteur du livre "Reconstruction du tissu social : Un pari pour la paix". (2016) et "Un chemin vers la paix : Expériences et défis de la reconstruction du tissu social". (2019), ainsi que divers articles sur la sécurité, le trafic de drogue et les gangs. Actuellement, Jorge est responsable du secteur social de la province mexicaine de la Compagnie de Jésus (2020-2026).

Jorge Atilano parlera de la nécessité d'une approche multi-systémique pour comprendre des phénomènes complexes comme la violence et proposer des réponses complexes qui s'attaquent à ses causes culturelles et structurelles. Il parlera des recherches qu'il a menées ces dernières années pour comprendre la violence dans les territoires et des propositions pour s'attaquer aux causes profondes de ce problème qui sévit dans les territoires d'Amérique latine et qui a été exacerbé par la récente pandémie. Il présentera un modèle de consolidation de la paix basé sur une approche holistique et traitant des traumatismes communautaires, ainsi que les résultats obtenus dans différentes municipalités du pays. Il se concentrera sur l'ODD 16 sur la paix, la justice et les institutions fortes.



Miren Lumbreras, RSCJ, est originaire de San Sebastian, en Espagne. Vivre près de la France l'a ouverte à l'internationalité dès son enfance. Lorsqu'elle avait 11 ans, sa famille a déménagé à Madrid, ce qui l'a de nouveau ouverte à un autre lieu et à une autre culture. Miren est membre de la Compagnie du Sacré-Cœur de Jésus depuis 1977. Elle vit actuellement en Euskadi, au Pays Basque, dans la ville de Portugaleta. Miren est titulaire d'une licence en droit, d'une maîtrise en affaires étrangères avec une spécialité en droit, d'une maîtrise en conseil et médiation familiale et d'une licence en sciences ecclésiastiques. Miren a travaillé dans le domaine éducatif avec des adolescents. Depuis 2000, elle a collaboré à différents projets pour les migrants à Madrid, Grenade et maintenant à Bilbao et Santurtzi. Pendant trois ans, Miren a travaillé comme directrice du Secrétariat aux migrations du diocèse de Huelva (une province où de nombreux immigrants travaillent comme ouvriers saisonniers dans le secteur des fraises).

Miren Lumbreras, RSCJ, fera valoir que la promotion de sociétés justes, pacifiques et inclusives pour le développement durable (SDG 16) est possible si elle est accompagnée par les droits, les actions et les réalisations des autres SDG, dans une vision holistique. Le sujet sera abordé du point de vue du collectif des migrants/réfugiés dans la société espagnole dans leur recherche d'une vie meilleure. Avoir un emploi décent est la possibilité de vivre en toute autonomie ; beaucoup doivent faire un long voyage pour y parvenir (ODD 8). Dans ce processus, ils doivent couvrir leurs besoins fondamentaux : alimentation, logement, santé et bien-être, formation, intégration sociale... La COVID est une difficulté supplémentaire surtout pour les personnes et les familles d'immigrés qui vivent de manière très précaire et avec une grande vulnérabilité. A cela s'ajoutent les difficultés administratives pour régulariser leur situation et pouvoir exercer tous leurs droits.

MODERATEUR



Nick Newland, responsable des politiques et des communications, Associated Country Women of the World (ACWW). Nick est responsable du plaidoyer, des communications et de la promotion de l'ACWW. Il représente l'organisation en tant que point focal auprès de la Commission de la condition de la femme et du Forum politique de haut niveau sur le développement durable, et assiste aux réunions de la FAO, du CDH, du CEDAW et de l'UNESCO pour s'assurer que les membres d'ACWW sont entendus sur la scène internationale. Musicien de formation, Nick a reçu une bourse de la Royal Society of the Arts (Royaume-Uni) en 2014. Passionné par l'éducation, Nick a passé cinq ans à donner des cours de musicologie historique à Goldsmiths, Université de Londres. Pour son travail pédagogique, Nick a reçu le titre de "Fellowship" de la Higher Education Academy (Royaume-Uni). En décembre 2020, Nick a été élu pour un mandat de deux ans au sein du Comité de liaison des ONG de l'UNESCO, représentant l'ACWW et travaillant pour toutes les ONG ayant un statut consultatif auprès de l'agence des Nations unies. Il présidera le Forum ONG-UNESCO sur la citoyenneté mondiale en septembre 2021.

Le soutien technique est assuré par la Coalition pour la justice des religieux (JCoR).

Traduit par DeepL Version gratuite, <https://www.deepl.com/translator>



**FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU
POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

